



Réforme des retraites : la vie devant soi... à bosser !

Le saccage de la planète a fait de l'année 2022 la plus chaude jamais enregistrée en France. Mais l'hiver arrive et le froid s'installe. Pour beaucoup d'entre nous, réussir à se chauffer va devenir une question lancinante. Les prix montent et mangent les salaires, alors que chaque euro compte déjà. Mais Élisabeth Borne a une doudoune et, pour elle, l'urgence, c'est la réforme des retraites, dont les modalités devraient être « dévoilées » le 10 janvier.

Travailler plus pour travailler plus

Ça ne lui suffisait donc pas de s'en prendre aux chômeurs pour les forcer à accepter les pires conditions du patronat. Alors que la casse des services publics fait que l'hôpital ou le réseau énergétique sont au bord de la rupture, il faut encore aller gratter au fond des poches des travailleurs jusqu'à toucher l'os. La Première ministre essaie de faire jouer le suspense autour de l'âge de départ : 65 ou 64 ans ? Médiocre effet d'annonce : quoi qu'il arrive, il faudrait s'user au travail plus longtemps, au-delà de l'espérance de vie en bonne santé. Et il est déjà prévu que l'allongement de durée de cotisation compense un compromis sur l'âge de départ, ou vice-versa.

« Ils reculent l'âge de la retraite et avancent l'âge de la mort »

Il s'agirait, nous dit-on, de sauver les caisses de retraite de la faillite. Sauf que, en 2021, les caisses étaient excédentaires et le seront encore plus en 2022 : 3,2 milliards. Elles ne deviendraient déficitaires que plus tard, avec un déficit de 17 milliards. Après ? Le Conseil d'orientation des retraites (COR), service de l'État, prévoit qu'elles réduiront ce déficit graduellement et sans réforme. De toute façon, il s'agirait de 17 milliards sur un budget de 330 milliards, soit seulement 5 % du total. Sans parler des réserves importantes dont l'ensemble des caisses disposent aujourd'hui, 160 milliards d'euros au total.

Mais il y a les faits, et puis il y a les profits. Les fonds de pension privés lorgnent depuis un moment sur le gigantesque marché de l'épargne-retraite individuelle que cela ouvrirait. Ensuite, reculer l'âge de départ à la retraite, c'est faire travailler plus longtemps ceux qui le pourront et, surtout, pour tous ceux qui ne le pourront pas, réduire le montant des pensions. C'est aussi s'assurer que

davantage de travailleurs meurent avant de toucher leur retraite, usés par l'exploitation.

Pour faire passer la pilule, le gouvernement met en avant le chiffre de 1 200 euros de minimum de pension. Promesse bidon, car ce « minimum » ne sera garanti que si l'intégralité des annuités a été cotisée, des annuités toujours plus nombreuses... Pour beaucoup, ce sera donc le minimum vieillesse, qui est aujourd'hui à 908 euros, en dessous du seuil de pauvreté. Et encore faudra-t-il le demander.

Nous imposer face au gouvernement

Si les caisses de retraites sont vraiment si mal en point, il y a une solution simple : un déficit de 5 % est immédiatement comblé par une augmentation des salaires, et donc des cotisations, de 5 % ! Si les salaires augmentaient de ce qui nous est nécessaire aujourd'hui, c'est-à-dire au moins de 400 euros, plus de problème de « déficit ». Et cela réglerait quelques autres problèmes aussi, nos fins de mois par exemple ! Ce n'est évidemment pas une option pour le gouvernement. Mais il se souvient de la mobilisation de 2019 qui l'avait mis en peine de passer l'ancienne réforme des retraites avant la crise Covid. Alors il fait mine de se concerter avec les directions syndicales, qui se sont précipitées à la table avant même de chercher à mobiliser.

Nous savons pourtant toutes et tous qu'il n'y a rien à attendre de ces « concertations » et du « dialogue social ». Le gouvernement Macron sait très bien ce qu'il fait : agir pour le compte des capitalistes, comme il l'a toujours fait. Ce n'est pas de « concertations » dont notre camp a besoin : c'est d'une mobilisation, de grèves, toutes et tous ensemble, comme nous l'avons fait en décembre 2019. Voilà ce à quoi, dès maintenant, nous devons œuvrer.

Sucy Squad

Elle tire bien la gueule la ligne la plus empruntée d'Europe. Et la faute revient à la direction qui reste sourde à nos revendications ! Depuis le 18 octobre on fait une grève tournante entre les trois équipes des bogies, et au vu des galères dont on nous fait écho sur la ligne, ça fonctionne un peu. Mais sûrement pas assez pour obtenir ce qu'on demande : 300 euros d'augmentations pour tous et intégrer les primes au salaire.

Les yeux des collègues sont tournés vers nous, et notre mobilisation comme celle des collègues de Vaugirard, donne de la force aux autres ateliers. Etendons et durcissons le mouvement !

Notre calendrier en avant

Ce jeudi a lieu un CSE, cadre fameux ou plutôt fumeux dans lequel la direction annonce ses nouvelles attaques. Au cours des NAO du printemps dernier nous avons eu 2,2% d'augmentation à partir de juillet, vendredi dernier, dans une espèce de nouvelle NAO dont personne – ou presque - n'avait eu vent, elle a annoncé le « rattrapage » des 2,2% sur l'année : donc de janvier à juillet. Soit entre 150 et 200 euros... C'est pire que des miettes, loin de nous rassasier au contraire cela amplifie notre colère !

Nous avons eu peu de retour de ces dernières négociations par les syndicats, alors emmêlons-nous pour qu'il n'y est pas d'accord dans notre dos. C'est à nous de décider collectivement !

Le rendez-vous donner jeudi matin devant l'atelier de Saint-Fargeau serait l'occasion que toutes les équipes de maintenance se retrouvent pour décider ensemble des perspectives de cette mobilisation.

RDV jeudi à 8H30 au 36-40 rue Pelleport à Paris

Au piquet de Saint-Frigéau

Ça caille au piquet, mais on tient bon. On est 15 tous les jours. Ni le gaz ni les matraques de Castex la castagne n'ont su nous décourager. Les maîtrises commencent à craindre pour leurs primes d'objectif et les cadres sortent prendre la température. Preuve que notre unité a quelque chose d'effrayant pour la direction. Alors continuons d'agréger les collègues autour de nous.

Les déménageurs radins

A Saint-Fargeau toujours, la première réunion pour le grand chambardement vers Vaugirard a eu lieu la semaine dernière. Rien ne semble avoir été évoqué à propos du travail en horaire de nuit ou en décalé, question pourtant centrale. Et d'après les infos qu'on a, ils auraient paumé le carton avec les facilités, les primes et les avantages en compensation. Pas un euro, pas une facilité de transport pour les collègues qui viennent en train, pas une place en crèche pour les

mêmes en bas-âge, pas de cantine alors qu'il faut vendre un rein pour déjeuner dans le quartier. On devrait peut-être s'adresser directement aux A.G.V.

Le monde à l'envers

Alors que l'inflation bat des records, que l'offre de transport est toujours autant dégradée parce que la direction le veut bien, qu'on vit déjà dans une crise climatique, la Région Ile-de-France annonce l'augmentation du passe Navigo... de 75 à 84 euros, et le ticket de 1,90 à 2,10 euros. Mais les employeurs eux n'augmenteront pas leur remboursement de frais de transport. Autrement dit : aux usagers, aux travailleurs de payer la facture ! On marche sur la tête quand on sait que les franciliens passent en moyenne plus d'une heure par jour dans les transports pour...aller au travail !

C'est tout l'inverse qu'il faudrait faire : augmenter l'offre de transport et la développer et rendre gratuit tous les transports en commun !

Parlement européen : carton rouge pour le Qatar

Eva Kaili, une vice-présidente grecque au Parlement européen ainsi qu'un ex-eurodéputé italien ont été arrêtés, dans une enquête pour « corruption » et « blanchiment d'argent » en bande organisée par le Qatar. L'émirat du Golfe est soupçonné d'« influencer les décisions économiques et politiques du Parlement européen, en versant des sommes d'argent conséquentes ou en offrant des cadeaux importants ». Quant aux bénéficiaires, il s'agit de personnalités ayant « une position politique et/ou stratégique significative » au sein du Parlement.

Ouvrez les frontières !

Ce dimanche auront lieu des manifestations et rassemblements pour demander la régularisation de nos frères et sœurs de classe. Ils travaillent, cotisent, prennent souvent les tâches les plus dures, ce sont nos collègues, des travailleurs et des travailleuses. Pour d'éviter de parler des vrais problèmes de la misère galopante, le ministre de l'Intérieur prépare une loi qui vise à diviser notre camp social au seul bénéfice des patrons. En jouant la musique « Français contre étrangers ». Mais nous sommes des millions à être étrangers au monde de Macron, Le Pen, et Darmanin et des milliardaires qui nous gouvernent. Alors apportons notre soutien en participant à la manifestation:

Rendez-vous dimanche 18.12 à Paris

11h - Porte de la Chapelle!

Retrouvez notre dernier
Convergences Révolutionnaires
auprès de nos militants !

